

senta à l'un des balcons inférieurs du palais, qui donne sur la place, et fit, avec son mouchoir, un signe aux citoyens rassemblés ; il répéta ce signe par trois fois, avant d'être compris, et ce ne fut qu'à la dernière que s'écriant lui-même : « Vive la Nation, vive la Constitution, » et engageant le peuple à répéter ces paroles avec lui, elles retentirent unanimement, et à plusieurs reprises, sur tous les points de la place, pendant qu'un grand nombre de citoyens s'étaient approchés des soldats de la garde du Général, pour les envelopper. Cette circonstance fut sur le point d'amener les événemens les plus fâcheux, car la sentinelle et deux soldats ayant déjà fait feu, on était sur le point d'en venir aux mains. Néanmoins, ce premier accident n'eut aucune suite. A l'instant, les citoyens José Varela et José Régal, secondés de quelques autres, s'emparèrent des armes, et parvinrent à enfermer dans le corps-de-garde l'officier qui le commandait ainsi que les soldats, à l'exception de ceux qui étaient en sentinelle dans la partie supérieure du palais.

Le général apprit alors, par un adjudant de la place, que la garde était en désordre. En même temps parurent armés, à la porte du salon, l'habitant Juan Viniegra suivi de Manuel Varéla.

A ce signal convenu, le colonel d'artillerie Don Carlos Espinosa, qui se trouvait dans ce salon, met l'épée à la main; à l'instant il est imité par tous ceux qui l'entourent, et dont la plupart, ignorant la cause de tout ce mouvement, attendaient avec inquiétude le dénouement d'une scène aussi extraordinaire. Pendant que ceci se passait, les habitans, armés de sabres et de pistolets, arrivaient de tous côtés dans le salon, poussant les cris de « *vive la Constitution.* » La sentinelle voisine de la porte essaya de faire feu; mais son arme lui ayant été arrachée par un officier des volontaires d'Aragon, celui-ci entra dans le salon l'arme au bras, et proclamant le triomphe de la cause constitutionnelle. Au milieu de cette scène, le général Vénégas voulut porter la main à son épée; mais, s'apercevant qu'il ne l'avait pas, il rentra chez lui. Le gouverneur de la place s'étant avancé en même temps, et ses dispositions paraissant équivoques, il reçut une légère blessure et fut désarmé.

Espinosa, suivi du lieutenant colonel d'artillerie D. Ramon y Bagnès, et de quelques autres officiers, entra alors dans l'appartement du général, et lui fit connaître « que la volonté du peuple et de la garnison étaient unanimes; »

ajoutant « que sa personne était universellement estimée et respectée, et que, pour obtenir la confiance générale, il n'avait besoin que de se mettre à la tête des troupes, et proclamer immédiatement la Constitution, que le peuple et l'armée demandaient à grands cris. » Enfin, Vénégas se décida à descendre à la porte du palais, accompagné d'Espinosa et des autres officiers, pour se convaincre par lui-même du vœu du peuple.

A peine eut-il vu le petit nombre de personnes qui se trouvaient sur la place, que, se remettant de son premier trouble, et se tournant vers Espinosa, il lui dit : « je ne vois point ici le peuple ; on vous a trompé, Espinosa. — On ne m'a point trompé, mon général, reprit Espinosa, et si vous ne prêtez vous-même serment à la Constitution, je ne répons pas qu'on ne manque au respect qui vous est dû. — Bon ! ajouta Vénégas, ceci n'est qu'un moment d'effervescence ; reconduisez-moi dans mon appartement. »

Trop faible pour se résoudre à donner l'ordre de jurer le maintien de la Constitution, Vénégas, dont les talens, les connaissances, et les intentions sont dignes des mêmes éloges, fut ramené dans sa chambre, où il fut retenu

prisonnier avec le gouverneur de la place ; les colonels et commandans des régimens de Grenade et de Castille ; le colonel du 2^e. légèrs d'Aragon ; et le brigadier colonel d'artillerie Don Andrés Lavina , qui remit volontairement son épée. On battit la générale , et les officiers se rendirent, du palais à leurs quartiers respectifs, où ils étaient attendus par leurs camarades et plusieurs sergens, qui, tous, ayant mérité par leur fidélité à la patrie d'être instruits de ce qui se tramait pour elle, étaient maintenant occupés à former les troupes. On comptait parmi les braves qui contribuèrent le plus au succès de la journée, plusieurs de ceux qui, après avoir servi sous les ordres de Porlier, avaient été arrêtés comme prévenus d'intelligences avec ce général. Un lieutenant du régiment de Grenade demeura, pendant quarante-huit heures, de garde aux portes de la ville, pour empêcher d'en sortir quelques individus ennemis déclarés de l'ordre constitutionnel. Ce qui est digne d'une remarque particulière, c'est que, dans tout ce mouvement, pas la moindre somme d'argent ne fut répandue parmi les soldats ; il avait suffi de leur faire connaître la justice de la cause qu'ils avaient à défendre, et tous s'étaient portés à la servir avec un égal enthousiasme.

L'ordre ayant été donné de rassembler les troupes sur la place qui venait de recevoir le nom de *la Constitution*, le premier officier qui s'y rendit fut Don Lorenzo Alonzo, capitaine du deuxième bataillon d'Aragon, amenant avec lui quarante hommes du même corps, qu'il avait réunis dans son quartier; Grenade et Castille le suivirent; le régiment d'artillerie, obligé d'atteler ses pièces, ne put arriver que plus tard.

Don José Aranda, qui, dans la journée du 21 février, avait si puissamment contribué à enflammer le courage des soldats : qu'on rencontrait partout, presque en même temps : et dont le zèle était infatigable, vit à peine les troupes réunies sur la place, qu'il courut aux prisons pour briser les fers des officiers encore détenus par suite de la tentative malheureuse de Porlier; ils étaient dix. Un citoyen arrêté avec eux pour la même cause fut également mis en liberté.

Accompagné d'une foule considérable, le colonel d'artillerie Espinosa, qui dirigeait toutes les opérations de cette journée, s'avance l'épée à la main et sans chapeau, vers l'atelier de la marine, s'empare des armes, et les distribue aux habitans. De retour sur la place, il est unanimement proclamé, par le peuple et par les

troupes, Commandant général de la province et de l'armée. Tous les yeux étaient fixés sur lui ; on admirait son activité, son zèle, l'énergie de son patriotisme, et chacun se félicitait de lui obéir. Pour lui, inaccessible à toute ambition personnelle, il ne songeait qu'à rendre à la patrie ses droits perdus, et, quoiqu'il recût avec reconnaissance les témoignages de la confiance publique, il alla chercher lui-même celui qu'il jugea plus digne et plus capable que lui de commander. Il crut l'avoir trouvé dans le colonel Don Félix Alvarès Acebedo, qu'il avait connu, depuis long-temps, dans les réunions secrètes qui avaient préparé la révolution ; il engagea vivement la troupe à l'élire pour son général, et l'assura que ce colonel était véritablement l'homme qui convenait aux circonstances. Au même instant, et en preuve de la sincérité de ses discours, il remit entre les mains du colonel le commandement qu'il tenait lui-même du choix du peuple. Acebedo fut aussitôt reconnu par la troupe, en qualité de général, et, en peu de temps, la Nation put se convaincre que l'élévation de cet homme respectable était une obligation nouvelle qu'elle avait contractée envers Espinosa, dont la conduite, dans la journée qui venait de s'écouler, avait

été un modèle de toutes les vertus qui font les grands citoyens.

Revêtu du commandement, Acebedo, qui, jusque-là, n'avait paru qu'un homme ordinaire, déploya une force d'âme, une précision d'idées, une éloquence et une énergie qui excitèrent une admiration et un étonnement universels, et firent avouer à tous qu'il était digne du choix qui avait été fait de lui.

Néanmoins, cette foule d'officiers, à qui le service de la patrie ne permettait pas de connaître le repos, ne le cédait en zèle et en patriotisme ni à Espinosa ni à Acebedo. Ceux-ci, s'occupaient à renforcer les postes; ceux-là, à répartir les armes; les autres, à enflammer l'enthousiasme du peuple et de l'armée. Tous étaient, en quelque sorte, des sentinelles avancées et vigilantes, fixant un œil pénétrant sur tout ce qui se passait autour d'elles, et prêtes à se porter partout où leur présence serait nécessaire.

Dans cet état de choses on éprouvait le besoin d'un gouvernement qui, réunissant en lui toute la force de celui qui venait d'être détruit, fût en état de diriger avec fermeté la marche des affaires, et de réprimer tous les désordres auxquels les révolutions donnent presque tou-

jours naissance, et qui, sous le voile de l'intérêt national, ne tarderaient pas à bouleverser l'état. La Corogne, en passant du despotisme à la liberté, offrit le spectacle des vertus les plus héroïques, et le bon esprit du peuple trompa toutes les ambitions particulières. Un habitant ayant demandé qu'on lût à haute voix la liste de toutes les personnes propres à occuper une place dans le gouvernement, cette liste fut lue, et tous ceux qui y étaient portés méritèrent l'approbation générale. Ainsi furent nommés membres de la Junte suprême de gouvernement D. Pedro Agar, président; D. Felix-Alvares Acebedo, commandant général; D. José Maria del Busto, fiscal de l'audience de Galice; D. Xavier Martinez, marquis de Valladarès; D. Manuel Lattre, lieutenant colonel, et commandant du second bataillon des volontaires d'Aragon; D. Carlos Espinosa, colonel d'artillerie; D. Joachim Freyre, capitaine de vaisseau; D. Estanislao Pagnafiel, et D. Juan-Antonio de la Vega, propriétaire et négociant à la Corogne. Les places de premier et de second secrétaires de la Junte furent données à D. Pedro Sanches Boado et à D. Jayme Quiros.

A peine la Junte suprême fut-elle installée, que, reconnaissant avant tout la nécessité de

rétablir l'ordre, elle publia sur-le-champ une proclamation que l'on peut considérer comme un modèle de raison, de sagesse, de patriotisme et de véritable politique (1).

Les troupes, accompagnées de leurs officiers, se retirèrent à leurs quartiers respectifs; les gardes furent renforcées; et la vigilance, sans laquelle les plans les mieux conçus échouent presque toujours, fut redoublée sur tous les points. Sans perdre de temps on procéda à la nomination des commandans de la place, dont les emplois étaient vacans par l'absence ou l'arrestation de ceux qui les occupaient précédemment. D. Melchior de la Concha fut élu gouverneur de la Corogne; D. Juan Manuel Ausel, lieutenant de roi; et sergent major, le lieutenant colonel D. Jose Joaquin-Ayestaran, lequel a conservé cet emploi jusqu'au 11 mars. Toutes les autres fonctions civiles et militaires furent confiées à des citoyens et à des officiers dont le patriotisme et les talens étaient également éprouvés.

A l'entrée de la nuit, le capitaine général Vénégas, le gouverneur de la place, et les colonels et commandans désignés plus haut,

(1) Voyez pièces justificatives.

accompagnés d'un détachement de trente volontaires d'Aragon, et d'habitans armés, à la tête desquels marchaient Acebedo et Espinosa, furent transférés au château de San-Anton.

Acebedo désigna deux officiers (Marqueli et Aranda) pour aller chercher, à Betanzos, le président D. Pedro de Agar, qui, relégué dans cette ville par le précédent gouvernement, était dans une profonde ignorance de ce qui se passait dans la capitale de la province. A cette commission on en joignit deux autres, adressées au colonel Alayz et au doyen du conseil de cette ville, par lesquelles ils étaient chargés de faire arrêter le corregidor de Betanzos, notoirement connu par son opposition au système constitutionnel, et qui, dans les temps horribles qui venaient de finir, s'était montré le persécuteur implacable de tous les amis de la liberté.

A huit heures du soir, les deux officiers montèrent en voiture, et se mirent en route, suivis de la compagnie de chasseurs de Castille, et de plusieurs habitans, armés et à cheval : ces courageux citoyens étaient les mêmes qui avaient attaqué la garde du palais.

La nuit était ce que sont en hiver les nuits de la Galice ; il pleuvait sans cesse ; et il était

nécessaire de donner quelque repos à la troupe et aux citoyens qui l'accompagnaient. Il fut à peine possible de trouver ce jour-là à dîner pour tant de monde. Cette circonstance, et les inconvéniens de la nuit, ne leur permirent pas d'arriver à Betanzos avant deux heures du matin ; quelques bruits, vaguement répandus sur la route, leur avaient même causé une sorte d'inquiétude. Deux officiers, qui faisaient partie du détachement, s'avancèrent un peu, afin de décider une compagnie d'Aragon, qui se trouvait là, à se réunir au reste du bataillon : ce qu'elle fit sans hésiter.

Au lieu d'entrer dans la ville, la troupe se mit en bataille sur la place, et quelques officiers se retirèrent chez le colonel Alayz, qui s'empessa de faire donner aux soldats tout ce qui leur était nécessaire. De là ils allèrent s'assurer de la personne du corrégidor, qui, d'après l'avis qu'il en avait reçu la veille au soir, de l'auditeur Cid, avait cru devoir instruire la cour de ce qui se passait à la Corogne. Lorsque la troupe fut arrivée au quartier des volontaires d'Aragon, il ne s'agit plus que de lui donner le repos dont elle avait tant de besoin. Les volontaires, considérant que depuis quinze heures leurs compagnons d'armes étaient

accablés de fatigues et de sommeil , s'empresèrent tous , par le plus touchant accord , de céder leurs chambres aux chasseurs.

Tandis que les soldats se reposaient, les officiers chargés des pouvoirs de la Junte se rendirent à la maison du président, don Pedro Agar, chez lequel ils se firent introduire, quoique la nuit fût déjà fort avancée. Celui-ci, rempli de joie aux nouvelles qu'il apprenait, accepta les hautes fonctions qui lui étaient déferées, avec le même zèle et le même dévouement qu'il avait, quelque temps auparavant, rempli celles de régent des Espagnes; et se décida à se mettre en route sur-le-champ. Il était déjà jour lorsqu'on partit pour revenir à la Corogne. Les volontaires d'Aragon se réunirent à ceux de Castille, et quelques officiers, conduits par le capitaine Cayuela, s'avancèrent pour arrêter l'auditeur Cid, qu'on savait être caché dans une maison de campagne attenante à Betanzos. Le président Agar était avec le colonel Marqueli, dans la voiture, où se trouvait aussi le corrégidor de Betanzos, qu'on venait de faire prisonnier.

On s'arrêta pour dîner, dans le bourg, où l'on attendit Cayuela, qui n'arriva que tard, parce que, outre l'auditeur Cid, qu'il voulait et ne put

arrêter , il espérait , mais aussi inutilement , pouvoir se saisir d'un domestique du général D. Llano Ponte. Rien de nouveau ne se passa pendant le reste du voyage , jusqu'au faubourg de la Corogne , où un peuple immense attendait , avec l'impatience la plus vive , l'arrivée de D. Pedro Agar. D'aussi loin qu'on l'aperçut , les noms de père de la patrie , de protecteur du peuple , lui furent prodigués ; on détela les mules qui traînaient sa voiture , et , par une de ces démonstrations de respect , de reconnaissance et d'amour , excusables peut-être à l'égard de quelques grands citoyens , mais toujours indignes d'hommes libres , cette voiture fut traînée à bras jusqu'au palais du gouvernement , après avoir traversé les rues remplies d'un concours prodigieux de citoyens , au son de la musique militaire , de l'artillerie et des cris de joie , qui , en célébrant le triomphe de la liberté , adressaient les vœux les plus touchans à l'homme vénérable , dont les ennemis même étaient contraints d'admirer la vertu.

Dès que la voiture fut arrivée à la porte du palais , Agar en fut enlevé. Porté , dans les bras de ses concitoyens , jusque dans le salon , il fut appelé à grands cris sur le balcon du palais , par le peuple , qui ne se lassait pas de con-

templer les traits de cet homme de bien.

Ce même jour, la Junte suprême, dont la présidence par *intérim* avait été confiée à Acebedo, décida que toutes les autorités civiles, leurs subordonnés, les chefs de la finance, leurs employés, et les supérieurs des communautés de San-Francisco, San-Agustin et Santo-Domingo, seraient admis à prêter devant elle le serment prescrit.

Non moins pénétrée de l'importante nécessité d'étendre et d'affermir dans tout le reste de la province les bienfaits de la liberté dont jouissait la capitale, la Junte décida que le commandant général Acebedo partirait le lendemain, à la tête d'une colonne volante, pour se rendre à Santiago, et faire promulguer la Constitution dans cette ville, où l'on n'ignorait pas que se réunissaient, comme dans un quartier général, les nombreux efforts des ennemis de la patrie, à la tête desquels était le marquis de San-Roman, commandant d'armes à Santiago, et dont on retrouvera plus d'une fois le nom dans la suite de cet ouvrage.

Pour remplir ce but, Acebedo échauffa l'esprit de ses soldats, par une proclamation énergique, bien différente, par la loyauté, la franchise et la modération des sentimens qu'elle ex-

primait , de celles que quelques autres généraux , serviles agens d'un ministère cruel , ignorant et corrompu , adressaient dans le même temps à leurs troupes , pour les porter à défendre le despotisme.

Tout ce qui se passait à la Corogne fut immédiatement connu des villages voisins , et , comme il arrive toujours à mesure que les distances s'éloignent , les nouvelles prenaient , selon les désirs ou les intérêts de chacun , un caractère tout-à-fait différent. La Corogne fondait ses plus grandes espérances sur son union avec le Ferrol. En effet, elle ne tarda pas à les voir se réaliser , et depuis lors , elle regarda comme presque surmontés , tous les obstacles qui pouvaient encore s'opposer au succès de son audacieuse entreprise. Il est à remarquer que , du moment où il s'est agi du rétablissement de la liberté nationale , les relations existantes entre ces deux pays , se sont resserrées de plus en plus , et ont acquis enfin un tel degré d'intimité , que la destinée d'une de ces villes est constamment devenue commune à l'autre. La preuve incontestable de ce fait est dans les persécutions éprouvées par les habitans les plus recommandables du Ferrol , à la suite de la funeste issue des projets de Porlier ;

dans les événemens du jour de la Saint-Joseph ; dans la joie qui éclata au Ferrol, aux premières nouvelles de la généreuse insurrection de San-Fernando ; et, surtout, dans l'étroite liaison qui, pour briser au même instant et sur différens points, les chaînes de la tyrannie, s'était formée, depuis le 13 janvier 1820, jusqu'au jour où la Corogne a proclamé son affranchissement, d'une part entre le lieutenant colonel D. Tomas Metzger, et les citoyens D. José Moscoso et D. José Monge, habitans du Ferrol : et de l'autre, les colonels Espinosa, Acebedo, et le marquis de Valladara (de la Corogne), par l'entremise du respectable ami de la liberté D. Manuel Vicente Gil, lieutenant du régiment de Burgos.

Pour ne laisser aucune incertitude sur le succès de l'entreprise, il importait de préparer avec adresse l'opinion en faveur du gouvernement qu'il s'agissait de rétablir. Le moyen qu'on adopta fut grand, généreux, et digne de la noble cause qu'on défendait. Au lieu de l'or de la corruption, on se bornait à afficher les proclamations du général Quiroga, dans les lieux les plus appareus de la ville, et à répandre à la main, dans les quartiers les plus peuplés, d'où elles parvenaient aussitôt à la

connaissance des habitans et des soldats , toutes les nouvelles qui arrivaient d'Andalousie. Par ce moyen , les esprits étaient préparés doucement , et n'attendaient que le moment favorable pour se soustraire au joug barbare et honteux dont l'Espagne était accablée. Plus ce moment approchait , plus les citoyens distingués et les officiers dévoués à la patrie , enflammaient les esprits de la multitude et de l'armée. En un mot , dans les quatre derniers jours qui précédèrent le 21 février , plusieurs officiers , venant du Ferrol , et arrivés à la Corogne pour s'assurer de l'état des choses , se convinquirent tellement que tout était sur le point d'éclater , qu'ils retournèrent en toute hâte au Ferrol , pour donner cette importante nouvelle à leurs compagnons d'armes. Personne n'ignore que , vers le même temps , les plans étaient déjà presque publics à la Corogne , et qu'on y lisait sur toutes les physionomies l'impatient désir de voir arriver le moment tant souhaité.

Le 22 février , le major général don Fernando-Freyre réunit tous les chefs du département de la marine dans la maison du capitaine général. Le même jour , le colonel de Burgos , don Juan-Rafael-Lasala , pérorra long-